



# Pourquoi une Approche Multisectorielle est Importante pour la Création D'emplois au Kenya

*Eldah Nyamoita Onsomu, Boaz Omori Munga et Bonface Munene Mujuri*

Février 2022 / No.GSYE003

## Aperçu

Malgré la forte croissance économique du Kenya, l'expansion de l'emploi dans le secteur formel a été lente au cours des deux dernières décennies. Il y a eu peu de changements structurels dans la composition de l'emploi enregistré et la part du secteur informel est restée à près de 83 % de l'emploi total au cours des deux dernières décennies. En outre, bien que le pays ait mis en œuvre diverses interventions politiques pour lutter contre l'emploi des jeunes, ces

---

\* Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA) tient à remercier l'INCLUDE pour son soutien financier, technique et intellectuel.

interventions n'ont pas abouti à une création d'emplois adéquate dans divers secteurs pour les jeunes. Cette note de politique fournit une évaluation des secteurs à fort potentiel de création d'opportunités d'emploi pour les jeunes au Kenya en utilisant une approche Entrée - Sortie basée sur la matrice de comptabilité sociale (MCS) de 2015. Nous constatons que l'agriculture, le transport, le commerce, la construction et l'éducation ont le plus fort potentiel de création d'emplois pour les jeunes. Le secteur de l'agriculture a les multiplicateurs d'emploi les plus élevés dans lesquels le bétail, les légumes (horticulture), les chaînes de valeur de production de riz ont le plus grand potentiel de création d'emplois. Nous constatons également que les secteurs économiques du Kenya sont interdépendants, de sorte que l'expansion d'un secteur a des liens en amont et en aval avec les autres secteurs. Il est donc important d'adopter une approche multisectorielle globale dans la stratégie de création d'emplois pour le pays. En effet, les activités économiques varient d'un comté à l'autre, d'où la nécessité de stimuler les activités pour lesquelles chaque comté et bloc économique possède un avantage comparatif afin de garantir une création d'emplois durable pour les jeunes.

## Contexte

Bien que la création d'emplois soit un objectif de développement important pour la plupart des économies, y compris en Afrique, elle ne correspond pas à l'augmentation rapide de la population en âge de travailler sur le continent. En Afrique, le chômage et le sous-emploi des jeunes restent des obstacles majeurs à la pleine utilisation des ressources humaines, malgré une croissance économique relativement forte. Les performances économiques du Kenya se sont nettement améliorées ces dernières années, avec une croissance moyenne du PIB d'environ 5,4 % entre 2013 et 2016 et de 5,5 % entre 2017 et 2019. En revanche, le pays a enregistré des expériences mitigées sur le marché du travail, caractérisées par une croissance de la population active, une augmentation de l'emploi en chiffres absolus, coexistant avec diverses formes de sous-utilisation du marché du travail, telles que l'inactivité, le sous-emploi et le chômage, chez les jeunes.

## Problématique de recherche

Le chômage des jeunes est attribué à l'incapacité de l'économie à créer suffisamment d'emplois pendant une croissance économique instable. En outre, l'accès des jeunes à l'emploi a été entravé au fil des ans par des facteurs sociaux allant d'une expérience professionnelle relativement limitée, de réseaux personnels et professionnels sous-développés et d'une connaissance limitée du marché du travail (Chari et al., 2017). Le chômage des jeunes est associé à la pauvreté et à l'inégalité, ce qui provoque à son tour des conflits armés, l'instabilité, la migration irrégulière et contraind la cohésion sociale entre les communautés (Banque mondiale, 2018). Ces observations indiquent qu'il est nécessaire de créer non seulement plus d'emplois, mais aussi des emplois décents si le pays veut réussir à lutter contre le chômage des jeunes. Le chômage

peut être résolu en exploitant pleinement les opportunités et en s'attaquant aux divers obstacles qui entravent la croissance des différents secteurs de l'économie. Par conséquent, la création d'opportunités d'emploi productives et durables reste au cœur des interventions de la politique en matière d'emploi au Kenya (Omolo, 2012...).

## Contexte

On estime que près de 500 000 à 800 000 jeunes entrent chaque année sur le marché du travail kényan. Avec un taux de chômage total dans le pays de 9,7 % et un taux de chômage pour la cohorte des 15-24 ans de 13,7 % en 2015/16, le taux d'absorption des jeunes a été faible. Le taux de chômage a augmenté depuis la crise financière mondiale de 2008/2009 et les perspectives à moyen terme s'aggravent. Le pays doit créer 900 000 nouveaux emplois chaque année entre 2015 et 2025 afin d'absorber le nombre élevé de jeunes qui rejoignent le marché du travail (Banque mondiale, 2015). Le gouvernement, avec le soutien de diverses parties prenantes, a entrepris des mesures à court, moyen et long terme pour la création d'emplois. Les interventions à court et moyen terme comprennent des programmes tels que le " Kazi kwa Vijana ou des emplois pour les jeunes ", les infrastructures et le développement rural. D'autres mesures prises pour créer des emplois pour les jeunes ont été le programme d'emploi des jeunes à l'étranger (YESA), le fonds de développement des entreprises des jeunes (YEDF) et le programme d'autonomisation des jeunes du Kenya (KYEP). Ces mesures n'ont pas permis de résoudre entièrement le problème du chômage, car le pays reste confronté à des problèmes de chômage et de sous-emploi.<sup>1</sup>

La Vision 2030 du Kenya identifie les secteurs prioritaires susceptibles de stimuler la croissance, notamment le tourisme, l'agriculture, l'industrie manufacturière et l'externalisation des processus commerciaux (BPO). Le plan à moyen terme III donne la priorité aux investissements dans le secteur manufacturier pour la création d'emplois dans le cadre de l'agenda des quatre grands. Néanmoins, le choix de ces secteurs/industries doit s'appuyer sur des recherches solides permettant d'identifier (et de classer) les industries/secteurs générateurs d'emplois. Les études sur la création d'emplois dans le pays ont principalement adopté l'approche de la chaîne de valeur en privilégiant l'analyse qualitative (Kyule et Nguli 2020 ; et Tunje et Yogo, 2020). Les auteurs n'ont pas utilisé d'approches quantitatives robustes pour identifier les secteurs qui ont le potentiel de créer le plus d'emplois. La présente étude cherche à combler cette lacune en appliquant des analyses quantitatives qui consistent en des analyses et des simulations de politiques utilisant le tableau des intrants- extrants du Kenya de 2015 produit par le Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS) dans tous les secteurs.

---

1 Document de session n°4 de 2013 sur la politique et la stratégie de l'emploi au Kenya.

Le cadre I-O suppose que les intrants utilisés dans le processus de production d'un produit donné sont linéairement corrélés aux extrants de l'industrie et que les coefficients de production sont fixes à court terme (Commission européenne, 2008). Sous forme de tableau, le cadre des entrées-sorties est présenté comme un tableau carré industrie par industrie, composé d'un nombre équivalent de colonnes et de lignes. Nous utilisons également des multiplicateurs d'emploi et des élasticités pour une estimation plus robuste. Les multiplicateurs d'emploi donnent des informations supplémentaires sur le potentiel d'emploi des différents secteurs ou industries d'une économie. Ils tiennent compte à la fois des flux directs de création d'emplois dans le propre secteur et des effets indirects ou induits de la création d'emplois générés par les liens sectoriels. Ainsi, plus les liens sectoriels sont nombreux, plus l'économie est complexe et plus le potentiel de création d'emplois est élevé.

## Résultats, discussion et conclusion

Les résultats des multiplicateurs montrent que le multiplicateur d'emploi moyen est de 1,71, ce qui suggère qu'environ 1,7 unité d'emploi est créée pour chaque unité d'augmentation de la demande de production. Les secteurs présentant le plus haut niveau de multiplicateurs d'emploi sont l'agriculture, la pêche et la sylviculture (2,10), la finance, l'immobilier et les services aux entreprises (2,04) et le commerce (1,89). Des résultats similaires ont été rapportés par (Mainar Causapé et al., 2018), qui ont constaté que le secteur de l'agriculture, avec des liens en amont vers l'agro-transformation, a le plus fort potentiel de création d'emplois. Notamment, l'étude identifie en outre des chaînes de valeur spécifiques avec le multiplicateur de production le plus élevé. Il s'agit des légumes, des fruits, du bétail et des produits laitiers (ibid).

Une étude réalisée au Kenya par Munga et al. (2021) a montré que la chaîne de valeur horticole présente le plus grand potentiel de création d'emplois. En outre, l'étude révèle que les petites exploitations agricoles absorbent une grande partie de la main-d'œuvre non qualifiée par rapport aux autres échelles de production. Néanmoins, le potentiel de création d'emplois n'est pas sans poser de problèmes. Entre autres, la mauvaise coordination entre les exportateurs, l'imposition de barrières commerciales non tarifaires et les mesures strictes en matière de commerce transfrontalier constituent des obstacles à l'expansion des différentes chaînes de valeur.

Cependant, la relation entre la production et l'emploi n'est pas simple dans les pays en développement comme le Kenya et il convient d'être attentif à l'interprétation des résultats du modèle input output. Ceci est dû à plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, on peut citer : une plus grande demande de production peut augmenter le nombre d'heures travaillées en raison des niveaux élevés de sous-emploi ; il existe également une informalité et un travail indépendant très répandus, ce qui suggère une difficulté à saisir pleinement la production et l'emploi.

La comparaison entre les multiplicateurs d'emploi et les élasticités indique des résultats différents sur les secteurs ayant le plus fort potentiel de création d'emplois. Les multiplicateurs sont les plus élevés dans les secteurs de l'agriculture, de la finance et des affaires, les élasticités montrent que certaines activités de services telles que l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la gestion des déchets et les activités de remédiation avaient la plus grande élasticité positive de l'emploi (2,00), suivies par la construction (1,13), tandis que les activités professionnelles, scientifiques et techniques avaient la plus grande élasticité négative de l'emploi (1,22) en 2016.

Il est donc important de veiller à ce que tous les secteurs de l'économie soient stimulés pour croître à un rythme plus élevé et durable afin de garantir la création d'emplois de qualité et productifs. Alors que le gouvernement et le secteur privé ont lancé divers programmes visant à créer des emplois, la plupart des emplois ont été créés dans le secteur informel. L'existence de liens en amont et en aval entre les différents secteurs montre qu'il est nécessaire d'adopter une approche multisectorielle globale dans la stratégie de création d'emplois du pays ainsi que des investissements précoces dans des domaines tels que la formation, la technologie, l'éducation et le développement des infrastructures, soutenus par des institutions et des cadres réglementaires solides.

## Références

- Chari, A., Flynn, J., Mader, P., Mwaura, G., Oosterom, M., Roelen, K., & Sumberg, J. (2017). *Barriers to job creation and labour market access for youth in Sub-Saharan Africa*. Working paper). Retrieved from Business Environment Reform Facility website <http://businessenvironmentreform.co.uk/wpcontent/uploads/2017/09/BERF-Youth-Labour-Markets-Research-Sept-2017.Pdf> .
- Kyule, G., & Nguli, J. (2020). *Exploring Kenya Dairy Industry for Job creation for Youth KIPPRA Discussion Paper No. 232*. Nairobi, Kenya: KIPPRA Discussion Paper No. 232.
- Mainar-Causapé, A. J., Ferrari, E., & McDonald, S. (2018). Social accounting matrices: basic aspects and main steps for estimation. *Publications Office of the European Union: Luxembourg*.
- Munga, B., Onsomu, E., Laibuni, N., Njogu, H., Shibia, A., & Luseno, S. (2021). Industries without smokestacks in Africa: A Kenya case study. Brookings: Washington.
- Omolo, O.J. (2012). "Youth Employment in Kenya: Analysis of Labour Market and Policy Interventions", FES Kenya Occasional Paper.
- Tunje, S., & Yogo, K. (2020). Using Motorized Two and ThreeWheeler Transport to Enhance Youth Employment in Kenya: A Descriptive Approach. *Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis*, KIPPRA Discussion Paper No. 235.



## Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

[www.aercafrica.org/fr](http://www.aercafrica.org/fr)

### Pour en savoir plus :



[www.facebook.com/aercafrica](http://www.facebook.com/aercafrica)



[www.instagram.com/aercafrica\\_official/](http://www.instagram.com/aercafrica_official/)



[twitter.com/aercafrica](https://twitter.com/aercafrica)



[www.linkedin.com/school/aercafrica/](http://www.linkedin.com/school/aercafrica/)

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique  
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,  
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road  
Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

[communications@ercafrica.org](mailto:communications@ercafrica.org)